



Pour diffusion immédiate : 03/05/2023

GOVERNEURE KATHY HOCHUL

LA GOUVERNEURE HOCHUL ANNONCE QUE LE BUDGET DE L'EXERCICE 2024 PRÉVOIT DES INVESTISSEMENTS ET DES INITIATIVES HISTORIQUES POUR FAIRE RECULER LA VIOLENCE ARMÉE, AMÉLIORER LE SYSTÈME DE JUSTICE PÉNALE ET CRÉER UN ÉTAT DE NEW YORK PLUS SÛR

Comprend 772 Millions de dollars pour lutter contre la violence armée, réduire la récidive et soutenir le système de justice pénale dans le cadre de la reprise après la pandémie

Les juges bénéficient d'une plus grande marge de manœuvre pour fixer la caution pour les crimes graves

347 Millions de dollars pour des initiatives de prévention de la violence armée fondées sur des preuves

170 Million de dollars pour soutenir la mise en œuvre de la réforme de la procédure de divulgation pour les procureurs et les défenseurs

La gouverneure Kathy Hochul a annoncé aujourd'hui les points forts du budget de l'exercice 2024 en matière de sécurité publique. Le budget renforce la sécurité publique en donnant aux juges une plus grande marge de manœuvre pour fixer la caution pour les crimes graves, en fournissant 170 millions de dollars pour soutenir la mise en œuvre de la réforme de la divulgation pour les procureurs et les défenseurs, et en investissant 347 millions de dollars dans des initiatives de prévention de la violence armée fondées sur des données probantes. Parmi les autres points forts, citons les investissements transformateurs visant à réduire la récidive, à lutter contre le trafic de fentanyl mortel dans l'État de New York et à améliorer les services d'intervention d'urgence à l'échelle de l'État. La gouverneure Hochul a été soutenue par le maire de New York Eric Adams, les procureurs et d'autres leaders de la sécurité publique et de la justice pénale lors de l'annonce d'aujourd'hui.

« La sécurité publique est ma priorité absolue, et je suis fière que ce budget prévoie des investissements records et des améliorations cruciales du système judiciaire pour renforcer la sécurité des New-Yorkais », **a déclaré la gouverneure Hochul.** « En garantissant aux juges le pouvoir de discrétion dont ils ont besoin, en investissant dans des stratégies éprouvées pour lutter contre la violence armée, et en renforçant les

réformes de la justice pénale, nous utilisons tous les outils à notre disposition pour améliorer la sécurité dans chaque communauté à travers l'État. »

Réduction de la violence par arme à feu

Le budget de l'exercice 2024 investit **347 millions de dollars - une augmentation de 120 millions de dollars** par rapport au budget de l'exercice 2023, qui contenait l'investissement le plus important dans le financement de la sécurité publique depuis une génération - dans des initiatives de prévention de la violence armée fondées sur des données probantes. Ces investissements transformateurs comprennent, mais ne sont pas limités à :

- **84,1 millions de dollars** pour les programmes d'emploi des jeunes, dont **37 millions de dollars** seront consacrés aux programmes dans les juridictions participant à l'initiative pour l'éradication de la violence liée aux armes à feu (GIVE).
- **70 millions de dollars** pour les communautés afin de répondre aux conséquences de la violence armée, dont **50 millions de dollars** pour les besoins en capitaux des communautés.
- **36,4 millions de dollars** pour l'initiative Gun Involved Violence Elimination (GIVE) - la plus importante de l'histoire de l'État de New York.
- **31,1 millions de dollars** pour les programmes de réduction de la criminalité, de justice pour les jeunes et de lutte contre les gangs.
- **25,9 millions de dollars** pour les unités de stabilisation communautaire de la police d'État (CSU), faisant passer le nombre de ces unités de 16 à 25.
- **25 millions de dollars** pour le programme de proximité SNUG Street Outreach.
- **18 millions de dollars** pour le réseau de centres d'analyse criminelle soutenus par l'État, y compris la création d'un nouveau centre à New York, ce qui porte à 11 le nombre de centres dans l'État. De ce financement, 2 millions de dollars seront également utilisés pour les experts en criminalité et les analystes de données qui se consacrent à endiguer la distribution du fentanyl.
- **10 millions de dollars** pour les forces de l'ordre afin de soutenir l'application des ordonnances de protection contre les risques extrêmes (ERPO) et d'enquêter à leur sujet.
- **7,4 millions de dollars** de financement supplémentaire pour mettre en place un programme de surveillance contre l'engagement violent (Supervision Against Violent Engagement, SAVE) afin de renforcer les mesures prises par l'État pour lutter contre la violence armée parmi les personnes en liberté conditionnelle dans les juridictions GIVE.

Améliorer les lois de New York sur la libération sous caution

Le budget de l'exercice 2024 améliore les lois de New York en matière de libération sous caution en donnant aux juges un plus grand pouvoir discrétionnaire pour fixer la libération sous caution pour les crimes graves et un plus grand pouvoir discrétionnaire dans la sélection des conditions non monétaires appropriées avant le procès dans tous

les cas, indépendamment de l'infraction. L'accord supprime la norme qui obligeait les juges à prendre des décisions avant le procès sur la base des « moyens les moins restrictifs » nécessaires pour garantir le retour du prévenu devant le tribunal. La suppression de cette norme rétablira le pouvoir discrétionnaire des juges afin qu'ils puissent prendre en considération tous les facteurs pertinents lorsqu'ils statuent sur la mise en liberté provisoire, y compris le fait qu'un prévenu ait des antécédents criminels ou qu'il n'ait pas respecté les conditions imposées antérieurement par le tribunal. Cette révision élargit également le pouvoir discrétionnaire dont disposent les juges pour imposer des ordonnances de protection plus strictes aux récidivistes. En révoquant l'ancienne ordonnance, les juges sont pour la première fois tenus d'imposer une ordonnance qui garantit non seulement le retour au tribunal, mais aussi le respect des conditions imposées par le tribunal. Ces changements aideront les juges à éloigner les criminels violents de nos rues tout en garantissant que le principe fondamental de la réforme de la mise en liberté sous caution, à savoir l'élimination du traitement punitif pour les personnes accusées d'infractions de faible gravité, reste inscrit dans nos lois.

Améliorer l'efficacité et l'efficience du système de justice pénale

La proposition de budget exécutif prévoit également un financement important pour améliorer l'efficacité et l'efficience du système de justice pénale :

- **170 millions de dollars** pour soutenir la mise en œuvre de la réforme de la procédure de divulgation pour les procureurs et les défenseurs, y compris **50 millions de dollars** en capital pour les améliorations de la technologie de divulgation dans la ville de New York.
- **100 millions de dollars** d'aide au financement des procédures judiciaires et de la défense dans l'ensemble de l'État.
- **92 millions de dollars** pour compenser les coûts du comté liés à l'augmentation des taux payés aux avocats chargés de représenter les New-Yorkais à faibles revenus. Le budget augmente les tarifs des avocats assignés à 158 dollars de l'heure dans l'ensemble de l'État.
- **31,4 millions de dollars** pour les programmes d'alternatives à l'incarcération.
- **20 millions de dollars** pour les services de détention provisoire.
- **11,5 millions de dollars** pour les programmes de réinsertion visant à aider les individus à se réinsérer dans leur communauté après avoir purgé une peine de prison.

Améliorer les services d'intervention d'urgence à l'échelle de l'État

Le budget de l'exercice 2024 comprend des investissements et des mesures visant à améliorer les services d'intervention d'urgence à l'échelle de l'État, notamment :

- **105 millions de dollars** pour moderniser le Centre des opérations d'urgence de l'État, qui sert de lieu centralisé de l'État où les activités de préparation et de réponse aux urgences sont coordonnées pour toutes les urgences majeures.

- **25 millions de dollars** pour accorder des subventions aux services de pompiers volontaires pour la construction, la rénovation ou pour l'achat de locaux et d'équipements.
- **20 millions de dollars** pour aider les comtés à passer à la nouvelle génération 911 via un réseau de câbles à fibres optiques qui se connecterait à un seul point de réponse du service public dans chaque comté.
- **10 millions de dollars** pour fournir une allocation financée par l'État aux pompiers volontaires qui suivent une formation de base.

Protection de la sécurité publique

Le budget de l'exercice financier 2024 comprend :

- **100 millions de dollars** pour l'achat et les travaux de rénovation d'un nouveau laboratoire criminel satellite pour la police d'État. Cette nouvelle structure permettra d'éliminer la surpopulation du centre d'investigation médico-légale et offrira un espace pour les initiatives de lutte contre la violence des armes à feu. La police d'État dispose actuellement de trois laboratoires criminels satellites dans la région d'Albany.
- **66,7 millions de dollars** pour augmenter le nombre de classes de l'académie de la police d'État pour compenser les classes de l'académie qui ont été reportées pendant la pandémie de COVID-19, ainsi que pour augmenter le nombre de policiers qui se consacrent à la lutte contre la grande criminalité.
- **7,4 millions de dollars** pour permettre à la police d'État de suivre le rythme de la technologie dans les enquêtes criminelles, y compris les services de criminalistique numérique et les enquêtes sur les cybercrimes - fournir un soutien essentiel à l'unité des crimes sur Internet contre les enfants (ICAC) pour s'assurer que les crimes contre les enfants fassent l'objet d'enquêtes approfondies.
- **7 millions de dollars** pour établir une subvention d'innovation anti-Fentanyl, créant des unités chargées de mettre fin aux chaînes d'approvisionnement en fentanyl qui s'écoulent dans nos communautés et de mener des poursuites dans les cas de décès par overdose.
- **5 millions de dollars** pour fournir une assistance financière aux victimes et aux survivants de la violence domestique.

Depuis son entrée en fonction, la gouverneure Hochul a pris des mesures pour renforcer les lois de prévention de la violence armée de l'État de New York et protéger la sécurité publique en interdisant les armes fantômes, les chargeurs de grande capacité et les gilets pare-balles ; en élargissant l'admissibilité à la mise en liberté sous caution pour les crimes commis avec des armes à feu ; en augmentant l'âge d'achat des armes semi-automatiques à 21 ans ; et en lançant le premier [groupe de travail inter-États sur les armes illégales](#) (Interstate Task Force on Illegal Guns), qui s'est réunie à nouveau à la mi-mars, parmi d'autres initiatives.

Le maire de New York, Eric Adams, a déclaré : « Ne vous méprenez pas, ce budget contribuera grandement à améliorer la sécurité des New-Yorkais. Je félicite la gouverneure Hochul, le chef de la majorité Stewart-Cousins et le président de la Chambre des représentants Heastie d'avoir pris ces mesures importantes pour clarifier la manière dont les juges peuvent utiliser leurs pouvoirs pour contribuer à réduire la récidive et d'avoir également augmenté le financement des avocats commis d'office et des procureurs de district afin que la justice puisse être rendue plus rapidement et plus équitablement. Ce budget répond également à la nécessité de renforcer l'application de la loi sur le marché légal émergent du cannabis. Nous ne faisons pas de vagues, mais nous savons que nous nous rapprochons de la ligne d'arrivée, et nous sommes impatients de poursuivre le succès que nous avons connu dans le budget de cette année ».

Le procureur du district de Bronx, Darcel D. Clark, a déclaré : « Je suis heureux que le budget de la gouverneure Hochul nous fournisse les fonds dont nous avons désespérément besoin pour faire face à nos obligations en matière de divulgation. Toutes les parties prenantes ont besoin de partager des informations et ces fonds serviront à financer la technologie nécessaire pour que ce partage se fasse en toute transparence. Nous engagerons également du personnel supplémentaire pour alléger le fardeau de nos procureurs surchargés. Je pense que le financement des programmes d'emploi pour les jeunes est essentiel pour lutter contre la criminalité. Le fait que les juges disposent d'une plus grande marge de manœuvre pour fixer le montant de la caution permettra de maintenir hors de la communauté les personnes qui menacent la sécurité publique. Je continuerai à travailler à l'amélioration du système de justice pénale sur tous les fronts. La sécurité publique est l'affaire de tous : justice pour les victimes et équité pour les accusés ».

Le procureur de Brooklyn, Eric Gonzalez, a déclaré : « Ce budget prévoit des investissements sans précédent dans la sécurité publique qui nous aideront à poursuivre nos progrès dans la lutte contre la violence dans tout l'État de New York. Je félicite la législature et la gouverneure Hochul pour leur engagement à financer des programmes essentiels de prévention de la violence et à fournir des ressources indispensables pour soutenir le respect de l'obligation de divulgation ».

Le procureur du district de Manhattan, Alvin L. Bragg, a déclaré : « Nous remercions la gouverneure Hochul, le chef de la majorité Stewart-Cousins et le président de la Chambre des représentants Heastie d'avoir alloué des fonds supplémentaires au Bureau, ce qui nous aidera à faire face à nos charges de divulgation grâce à des mises à niveau technologiques et à des embauches supplémentaires. En outre, les investissements importants dans les initiatives de prévention de la violence armée et dans les soins de santé mentale témoignent de l'approche holistique de la gouverneure pour aborder et améliorer la sécurité publique. Nous sommes impatients de poursuivre nos discussions productives afin que New York reste la grande ville la plus sûre d'Amérique ».

Le procureur du Queens, Melinda Katz, a déclaré : « Alors que les procureurs doivent faire face au défi que représente le respect des lois sur la divulgation, il est essentiel de financer à la fois les améliorations des immobilisations et le personnel chargé de les aider à se conformer à ces lois. La suppression de l'expression "moyens les moins restrictifs" de la loi et l'octroi aux juges d'un plus grand pouvoir discrétionnaire pour imposer des conditions non monétaires sont également des modifications bienvenues ».

L'agent spécial chargé du Bureau des alcools, du tabac, des armes à feu et des explosifs (Bureau of Alcohol, Tobacco, Firearms and Explosives) de New York, John Devito, a déclaré : « L'ATF NYFD est extrêmement reconnaissant envers la gouverneure Hochul pour les mesures proactives qui ont été prises afin de lutter contre les crimes violents commis avec des armes à feu et le trafic d'armes à feu, tant dans l'État de New York qu'avec nos voisins du nord-est. Le leadership et le soutien de la gouverneure ont été essentiels pour faire avancer la stratégie de l'ATF en matière de renseignements sur les armes à feu, qui s'appuie sur la technologie, le partenariat et, surtout, une approche "pangouvernementale" pour réduire davantage la criminalité liée aux armes à feu. Nous remercions également les équipes dirigeantes de l'HIDTA et du DCJS qui ont travaillé sans relâche pour mettre en œuvre le plan d'action de la gouverneure Hochul afin d'endiguer le flux d'armes de crime, d'arrêter les tireurs de gâchette et de soutenir les efforts visant à améliorer la sécurité publique dans ce grand État ».

Chauncey Parker, directeur du programme des zones de trafic de drogue à haute intensité de l'État de New York et du New Jersey, a déclaré : « Le réseau du centre d'analyse criminelle de l'État de New York est un modèle national de partenariat en matière d'échange d'informations entre les services répressifs. Le programme HIDTA de New York entretient depuis de nombreuses années un partenariat très solide avec le réseau CAC. Aujourd'hui, grâce au leadership et à la vision de la gouverneure Hochul, notre partenariat s'est encore renforcé. Le nouveau centre d'analyse criminelle de la ville de New York - le 11e CAC - servira de passerelle essentielle pour l'échange d'informations entre le réseau de CAC de l'État et les partenaires chargés de l'application de la loi dans tout l'État de New York - et au-delà ».

###

Informations supplémentaires disponibles sur le site Web www.governor.ny.gov
État de New York | Executive Chamber | press.office@exec.ny.gov | 518.474.8418

[SE DÉSABONNER](#)